

<p>« JPMBC »</p> <p>société à responsabilité limitée</p> <p>L-1331 Luxembourg, 51, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte</p> <p>R.C.S. Luxembourg, section B numéro 180.069</p>

<p>ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE</p> <p>du 16 décembre 2016</p>	<p>Me MEYERS</p> <p>No 3788</p>
---	---

L'an deux mille seize, le seize décembre.

Par-devant Maître **Jean-Paul MEYERS**, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Luxembourg).

Ont comparu :

1/ Monsieur **Jean-Pierre CARAFA**, gérant, demeurant au 55, impasse des Noisettes, F-01540 Vonnas (France),

2/ Monsieur **Michel CARAFA**, gérant, demeurant au 32, rue des Acacias, Bourg-en-Bresse (France),

3/ Madame **Brigitte CARAFA**, demeurant au 63, rue Gustave Flaubert, Saint-Denis-les-Bourg (France),

ici représentés par Madame **Virginie MICHELS**, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu de trois procurations données sous seing privé.

Les procurations, signées *ne varietur* par le mandataire des parties comparantes et par le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquelles parties comparantes sont les seuls associés de « **JPMBC** » (ci-après la "**Société**"), une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 51, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L1331 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 180.069, constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, en date du 3 septembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations,

numéro 2652 du 24 octobre 2013, dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis lors,

Lesquelles parties comparantes, représentant l'intégralité du capital social, ont requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

PREMIERE RESOLUTION

Les associés déclarent qu'ils ont tous pu prendre connaissance des documents énumérés à l'article 267, alinéa (1) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales modifiée (la «**Loi**»), étant les documents suivants:

- le projet commun de fusion daté et approuvé par le conseil de gérance de la Société, en date du 10 novembre 2016, en tant que société absorbée, et par le président de la société "JPMB INVESTISSEMENTS", une société par actions simplifiée de droit français, ayant son siège social au 24 avenue Amédée Mercier, F-01000 Bourg-en-Bresse (France), inscrite que R.C.S. de Bourg-en-Bresse sous le numéro 450 089 644, en tant que société absorbante (ci-après la «**Société Absorbante**»), et publié au Recueil Electronique des Sociétés et Associations sous la référence de publication RESA_2016_141 le 10 novembre 2016 (le «**Projet Commun de Fusion**»);
- les comptes annuels de la Société et de la Société Absorbante des trois (3) derniers exercices financiers, ainsi que les rapports de gestion ;
- un état comptable de la Société Absorbante au 30 septembre 2016 tel que présenté par le président en exercice de celle-ci le 19 novembre 2016 ;
- un état comptable de la Société au 30 septembre 2016 tel qu'arrêté par le conseil de gérance de celle-ci le 10 novembre 2016 ;
- le rapport du président aux associés de la Société Absorbante établie en date du 19 novembre 2016 et les résolutions circulaires du conseil de gérance de la Société prises en date du 10 novembre 2016 relatifs à la fusion entre la Société et la Société Absorbante (la «**Fusion** »).

En outre, les associés ont noté que s'agissant d'une fusion transfrontalière non simplifiée, un commissaire à la Fusion, expert indépendant unique, a été désigné par le Tribunal de Commerce de Bourg-en-Bresse, selon requête déposée auprès du Président en date du 7 novembre 2016, afin d'examiner les modalités de la Fusion, d'apprécier la valeur des apports en nature, et d'établir des rapports, mis à la disposition des associés de la Société et associés de la Société Absorbante, établis en date du 14 novembre 2016.

Les associés prennent connaissance du Projet Commun de Fusion, de résolutions circulaires du conseil de gérance de la Société, du rapport du président de la Société Absorbante sur le Projet Commun de Fusion et des rapports émis par le commissaire à la Fusion.

Les associés déclarent avoir été informés par le conseil de gérance qu'il n'y a pas eu de modification importante de l'actif et du passif de la Société depuis la date du Projet Commun de Fusion.

Les associés décident d'approuver les documents énumérés ci-dessus.

SECONDE RESOLUTION

Les associés décident d'approuver la Fusion entre la Société Absorbante et la Société conformément aux stipulations du Projet Commun de Fusion.

Les associés reconnaissent que la Fusion est soumise à la condition suspensive que l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société Absorbante ait approuvé cette fusion.

Les associés reconnaissent en outre que la Fusion entre la Société et la Société Absorbante ne prendra effet qu'à la date à laquelle le notaire instrumentant lors de l'assemblée générale de la Société Absorbante approuvant la Fusion constatera la réalisation de cette condition suspensive et (ii) la réalisation de la fusion transfrontalière entre la Société Absorbante et la Société sur présentation des certificats attestant d'une manière concluante l'accomplissement correct des actes et des formalités préalables à la Fusion pour la partie relative à la société de droit luxembourgeois (cette date étant référée comme la «Date d'Effectivité» ci-après).

TROISIEME RESOLUTION

Les associés constatent qu'en conséquence, à la Date d'Effectivité, la Société sera automatiquement dissoute sans liquidation, toutes les actions émises par la Société seront annulées et tout l'actif et passif de la Société sera automatiquement transféré à la Société Absorbante sans qu'une procédure de liquidation ne s'ensuive.

QUATRIEME RESOLUTION

Toutes les opérations de la Société effectuées à partir du 31 décembre 2016, seront considérées, du point de vue comptable, comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante. En conséquence chaque élément actif et passif du patrimoine de la Société à sa valeur comptable est transféré

dans la comptabilité de la Société Absorbante au 30 décembre 2016 (dates modifiées par acte rectificatif reçu par le notaire soussigné en date du 23 décembre 2016, numéro 3909 de son répertoire).

CINQUIEME RESOLUTION

Les associés donnent décharge pleine et entière aux gérants de la Société pour l'exercice de leurs mandats respectifs.

SIXIEME RESOLUTION

Les associés décident que les registres et documents de la Société seront conservés au siège de la Société Absorbante pendant la durée légale.

Le notaire soussigné atteste par les présentes l'existence et la légalité de la Fusion et de tous les actes, documents et exigences formelles imposées à la Société par la Loi.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE.

Fait et passé à Luxembourg.

Date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, le mandataire des comparants prémentionné, a signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

/signé/ V. Michels, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 20 décembre 2016

Relation : EAC/2016/29756

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur / signé / Amédé SANTIONI

Esch-sur-Alzette, le 20 décembre 2016.